

QUELQUES REFLEXIONS SUR LES AFFRONTEMENTS ARMES DE BUKAVU DU 26 mai au 9 juin 2004 ET LEUR INCIDENCE HUMANITAIRE

Il faut rappeler, d'entrée de jeu, que la goutte qui a fait déborder la vase, n'est rien d'autre que l'incident du mercredi 26 mai 2004 vers 17heures 30', créé par les soldats Banyamulenge, fidèles au Colonel Jules MUTEBUSI, alors suspendu, interdit à la frontière d'aller au Rwanda, où l'un d'eux fut arrêté, puis acheminé au cachot du camp SAIO, pour refus de soumettre aux ordres donnés par le Général MBUDJA MABE.

Un contingent fut dépêché par le Colonel Mutebusi pour libérer le soldat arrêté. C'est fut alors le début de la confrontation entre les Forces Armées de la RDC et les troupes dissidentes fidèles au Colonel MUTEBUSI. D'après ses déclarations, les hommes du Général MABE sont venus l'attaquer chez lui le désarmer et il n'a fait que se défendre.

Les tirs vont se poursuivre jusqu'à 22heures 30' pour reprendre le lendemain jeudi 27 mai matin tôt vers 5 heures. Ce même jour, nous avons été informés par la radio Okapi de la MONUC du départ de Goma vers Bukavu d'un convoi d'à peu près mille hommes, sous la conduite du Général Laurent NKUNDA.

Ce jour vers 16 heures, la situation semble avoir évolué au profit des gouvernementaux qui ramènent le front du quartier Nyawera vers Nguba où des tirs nourris se font entendre.

Il convient de préciser ici que c'est à ce moment que la MONUC est venue s'interposer pour proposer une trêve et des négociations. Le 28 mai vers 8 heures, les ratissages des dissidents armés se généralisent dans le quartier qu'ils contrôlent à NGUBA. Plusieurs maisons sont systématiquement visitées et les occupants menacés à l'arme à feu. Au quartier des enseignants du Collège Almagiri, les familles Wanduma, Azanga, Isango et Mubole Lambert sont menacées, pillées et terrorisées. Monsieur Mubole est blessé par une balle dans le genou ; il est évacué au Quartier Général de la Monuc pour les premiers soins et transféré à l'hôpital de Panzi où il va rendre l'âme le 3 juin.

A 9 heures, le chef du sous bureau de la Monuc-Bukavu, Mr Alpha SOW, fit un meeting à l'intention des personnes se trouvant dans les installations de la MONUC à Muhumba et dont les éléments essentiels rendus par la radio Okapi Antenne de Bukavu se ramènent aux idées suivantes :

Le Colonel Mutebusi est reconnu comme responsable des événements survenus dans la ville de Bukavu à en croire ses actes de mutinerie et d'indiscipline (sic) ;

Mais il est regrettable que le gouvernement à Kinshasa laissé pourrir la situation du dossier Mutebusi depuis son attentat contre la personne du Général Nyabiolwa ;

Il est clair, précise-t-il, que ces événements n'ont rien à voir avec les conflits interethniques et nous sommes là pour protéger toutes les communautés.

Le diplomate onusien promet de régler au plus vite la question du présent conflit étant donné que le Général MBUDJA MABE a accepté d'arrêter les combats et de mettre ses positions sous le contrôle et la protection de la Monuc. Il promet de négocier avec Mutebusi afin de désarmer ses troupes sinon il lui sera donné un ultimatum après lequel il sera désarmé de force.

Pendant toute cette journée, nous avons entendu des crépitements des armes automatiques entrecoupés de coups de canon surtout dans le quartier Nguba contrôlé par les hommes de Mutebusi. Vers 16 heures, un hélico de la Monuc qui venait d'essayer les tirs des hommes de Mutebusi crache le feu sur leurs positions vers l'avenue Cimetièrre à Nguba et détruit, semble-t-il, une arme lourde. Le bilan fait état de 7 morts dont 4 civils.

Précisons tout de même, que dans la soirée, la Monuc venait de lancer un ultimatum aux hommes de Mutebusi afin qu'ils cantonnent dans des sites choisis par la Monuc à Nguba le matin du 29 mai au plus tard à 6 heures ; cet ultimatum ne sera effectif que tard dans l'après-midi ; certains militaires de Mutebusi seront cantonnés au Collège Alfagiri (au moins une quarantaine d'après les estimations de la Monuc) et d'autres dans cinq maisons choisies pour la circonstance à Nguba et sous la protection et le contrôle de la Monuc.

Se sentant trahi par les officiers du RCD ayant rejoint les troupes de Nkunda, Mbudja Mabe déplacera son quartier général de la Place du 24 novembre pour Mumosho, sur la route Bukavu-Uvira, à environ 10 km de la ville. Il retourna à Bukavu le lundi 31 mai.

Dans l'entre-temps, les troupes de Nkunda s'affrontaient avec celles de la 10^{ème} région militaire au niveau de Miti à 20 km de Bukavu, pendant que celle du Général Mabe se trouvaient à 13 km de la ville et celle de la Monuc à Mudaka à 15 km, un corridor de deux kilomètres négociés par la Monuc et les belligérants pour un cessez-le-feu afin de les contrôler.

La journée du samedi matin 29 mai a été caractérisé par des pillages généralisés orchestrés par une foule incontrôlée dans certaines maisons occupées par les Banyamulenge à Nyawera, alors que certains boutiques et magasins logeant le marché de Nyawera et l'avenue Patrice Lumumba avaient été pillés par les hommes de Mutebusi avant leur repli à Nguba et les militaires de la 10^{ème} région militaires par la suite.

Ce même 29 mai vers 16 heures, les notables Banyamulenge de Bukavu présentent à la Monuc un mémo faisant état d'un massacre dont ont été victimes les membres de la communauté par les inconnus pendant les récents événements.

Mais avant cela, le Général Mabe avait remis à la disposition de la Monuc des prisonniers Banyamulenge capturés pendant les affrontements et coupables d'avoir participé aux combats alors que ce sont des civils, entre autres un certain Mathias de la Division provinciale de Sécurité et Renseignements, DSR/Bukavu.

Force est de préciser que l'aéroport de Kavumu était déjà sous le contrôle de troupes de Nkunda, entre temps la Monuc continuait à rassurer la population de son contrôle ; les troupes de Nkunda se trouvaient à cinq cent mètres de l'aéroport et deux de ses colonels dont MUNYAKAZI co-géraient la sécurité de l'aéroport et la communication avec la Monuc, nous sommes le lundi 31 mai 04 ;

Revenons au dimanche 30 mai, où une forte délégation gouvernementale forte de 200 membres, conduite par le Vice –Président de la République Azarias RUBERWA, accompagné des ministres de l'Intérieur, de la Défense et sécurité, de l'information et du chef d'état major le Général LIWANGA dépêchée à Bukavu via Goma pour reconforter et rassurer la population meurtrie, laquelle délégation ne pourra plus s'y rendre, en raison de la situation sécuritaire qui régnait à Kavumu alors que le Ministre des Affaires étrangères avait fait un aller retour Kinshasa-Bukavu-Kinshasa, tester de visu les réalités et reconforter la population.

Dans sa suite, Monsieur Antoine GHONDA était accompagné Katumba Mwanke, Ambassadeur Itinérant, les Ambassadeurs Kabanga et Kikaya respectivement Conseiller Diplomatique et Secrétaire particulier de Joseph Kabila.

Le mardi 1^{er} juin, de 9 heures à 10 heures des combats violents ont été signalés entre la localité de Miti et le village de Murhesa et où les troupes du Général Nkunda avaient repoussé celles loyalistes du Général MABE.

L'on se souviendra que la Monuc avait rassuré qu'un cessez-le-feu venait d'être accepté par toutes les parties, quand le mercredi matin 2 juin, la ville de Bukavu était tombée sans résistance, les militaires fidèles à Mutebusi pourtant censés être sous le contrôle de la Monuc ont été vu tôt le matin armes à la main dans la ville ; tandis que ceux fidèles à NKUNDA arrivaient par la partie nord : le camp TV, la Commune de Kasha et Bagira pour effectivement contrôler toute la ville vers 10 heures.

L'on n'oubliera cependant la Conférence de Presse de la MONUC à Kinshasa et suivie à Bukavu au sujet de la crise, à partir de 12 heures locales ; où les intervenants de la Monuc avaient péché par leur ignorance par leur ignorance dans leurs réponses sur ce qui se passe sur ce qui passe sur le terrain à Bukavu ; continuant à arguer qu'ils ne pouvaient pas confirmer que les insurgés contrôlent la ville de Bukavu tombée portant depuis tôt le matin.

Toutes les journées du mercredi et jeudi ont été singulièrement marquées par des exactions sans nom et des violations massives de droit de l'homme dans presque toutes les communes de la ville de Bukavu livrées à la merci des nouveaux occupants, qui, on le croirait pour se faire payer du prix de la prise de Bukavu, ont procédé de porte en porte pillant, violant, torturant les habitants dont les cris et demandes de pardon n'eurent de résonance qu'aux seuls quatre murs où à peine on pouvait se réfugier avant que les portes ne soient défoncées : la première chose que l'on demandait était le téléphone et les dollars, s'exclamaient les assaillants dont le ton du kinyarwanda laissait les victimes perplexes.

Pire encore, aura été les scènes obscènes de viol et des violences sexuelles faites aux femmes et aux petites filles mineures au vu et au su de tout le monde et même en plein midi ; nous-mêmes, avons été témoins impuissants à un rapt le jeudi 3 juin d'une jeune demoiselle, âgée plus ou moins de 16 ans ramassée non loin de chez elle, sur avenue paysage, Nyawera par trois militaires parlant le kinyarwanda alors qu'elle tentait de sortir de chez elle, nous sommes partis informés les militaires uruguayens de la Monuc qui nous ont donné comme réponse : « nous ne pouvons pas abandonner nos positions ». C'était aux environs de 13 heures 20'.

Toutes les nuits de ces jours n'ont été que de pire calvaire où la panique dans toutes les avenues se faisait sentir obligeant certaines filles à chercher refuge au QG de la Monuc et d'autres dans certains quartiers moins visités. Tenez : dans le seul quartier de Nyofu dans la nuit du mercredi au jeudi 3 juin trois personnes furent sauvagement abattues dont le nommé CIZUNGU Alexis, connu sous le nom de Soleil et un jeune garçon confondu au Directeur de la radio communautaire catholique Radio Maria.

Toute la semaine d'occupation de la ville par les insurgés, du 2 au 8 juin 2004 aura été caractérisé par des violations croissantes de droit de l'homme dans une ville sans administration politique moins encore militaire, aucun de deux seigneurs de guerre, à savoir le Colonel Mutebusi et le Général NKUNDA n'a fait valoir les réelles intentions de cette nouvelle guerre de Bukavu.

Il a fallu attendre la journée du 7 juin 04 pour voir encore le Général Nkunda annoncer pour la troisième fois le retrait de ses troupes de Bukavu, lors d'une rencontre avec le Général de la Monuc venu de Kinshasa, Mr ILIA et cela sans conditions affirmant sur le micro de la radio Okapi qu'il se serait trompé et donc il n'y a pas eu massacre des Banyamulenge et qu'il demandait pardon, pour lui il laisse libre champ au Commandant région, le Gnl MBUDJA Mabe et l'installation officielle de nouveaux gouverneurs et vices alors bloqués à Kinshasa pour administrer la province.

Quant aux troupes de Mutebusi, en principe cantonnés au Camp Saïo en pleine ville de Bukavu, à la frontière avec le Rwanda continuaient à être aperçus en pleine ville arborant armes et munitions.

Signalons que dans la matinée du 7 juin 04, des coups de balles ont été entendus dans la partie sud-ouest de la ville ; aux quartiers Essence, chez Maria Kachelewa et à Panzi où les forces de Mudundu alors alliés au Colonel Mutebusi tentaient de freiner la progression des soldats gouvernementaux dont la présence était signalée non seulement aux alentours de collines surplombant la ville de Bukavu, mais aussi dans la Commune de Bagira.

L'après-midi de ce mardi 8 juin, vers 17 heures 30' a sonné le glas de la fuite du Colonel Jules Mutebusi et ses troupes vers le Rwanda par Nyangezi-Mumoshu à la Centrale de Ruzizi II et l'arrivée dans la nuit vers 19 heures 30' du Général MBUDJA Mabe qui jusqu'alors vivait, d'après les sources concordantes, aux alentours de la ville de Bukavu.

Le mercredi matin, la population de Bukavu et du Sud-Kivu, a été réveillé par l'annonce de la fuite de Bukavu par les médias étrangers : des scènes de joie, de cris, de sons de cloches et tam-tams ont retenti de quatre coins de la ville ; et les habitants tous comme un seul homme ont envahi les rues de Bukavu chantant et dansant d'un ton vainqueur et accueillant en héros les militaires de la 10^{ème} région militaire, de nouveau maîtres de la ville sans combattre.

Fort malheureusement ces scènes de liesses se transformeront plus tard en scènes de pillage et d'incendie des biens appartenant aux Banyamulenge et autres citoyens ayant de près ou de loin trempé dans les événements qui ont endeuillé et saccagé la ville de Bukavu.

Plusieurs maisons ont été pillé et détruit ; d'autres ont même été incendiées, entre autre la maison du Colonel Bora à Muhumba et deux autres à Nguba dont celle du vice gouverneur MAZAMBI.

Pourtant vers onze heures, la population a suivi devant l'esplanade de la Grand Poste le discours de l'autorité militaire et des confessions religieuses, qui tous invitaient la population à la paix et à la cohabitation pacifique ainsi qu'au respect de la vie et des biens d'autrui.

Au moment où nous rédigeons ces réflexions, des sources concordantes et dignes de foi font état de l'arrivée par la porte de l'aéroport de Kavumu du Gouverneur et de ses Vices en provenance de Kinshasa afin de donner un souffle nouveau à cette province deux semaines durant sans dirigeants.

Quid du bilan de cette guerre de Bukavu

Il est très difficile pour le moment de faire un bilan exhaustif de cette confrontation armée qui aura plongée encore et pendant deux semaines la population de Bukavu dans le deuil et la misère sans nom :

1. Sur le plan des droits de l'homme :

- il se dégage de violations massives et graves des Droits de l'homme ; alors qu'au début de cette guerre, les seigneurs de guerre avançaient l'hypothèse jusque-là de massacre des Banyamulenge, il convient de souligner que jusque hier 8 juin et d'après les informations données par le service humanitaire de OCHA et ceci dans la seule ville de Bukavu, moins Bagira et Kasha, le bilan macabre fait état de 102 personnes tuées (civils et militaires confondus), 111 femmes violées dont 17 petites filles et plusieurs centaines de blessés ;
- la prise de Bukavu par les hommes de Laurent Nkunda a été caractérisée par des viols des femmes enceintes et des adolescentes jusqu'aux mineures- voir le nombre de 111 pour les seules dates du 26 au 8 juin, ainsi que les massacres sélectifs des certaines personnes visées dont les journalistes des radio privées ; une femme expatriée et travaillant pour le compte de l'Ong WAR CHILD a été violée après avoir été vu ses jambes fracassé par des tirs d'armes légères ;

2. Sur le plan économique :

- La ville de Bukavu a été l'objet d'un pillage systématique dont les butins étaient acheminés dans d'autres lieux ;
- Les entrepôts du Grand Marché de Kadutu/Bukavu ont pillé, vidé et même incendié plongeant toute la population du Sud-Kivu qui ne vit que du petit commerce et au taux du jour dans un appauvrissement sans pareil ;
- L'entrepôt de l'OFIDA, où se trouvaient stocker les marchandises et autres biens encore sous douanes a été copieusement dévalisé par les seigneurs de guerre ;
- Des maisons d'habitations ont été visitées l'une après l'autre ;
- Certaines organisations onusiennes et autres gouvernementales et internationales ont été également pillé : le dépôt du PAM, IRC, Save Children, CARE, Apide, Adepae, Supercell, Vodacom, Celtel...
- La destruction de certaines radios communautaires
- Le pillage des grands magasins, boutiques et Kiosques longeant les artères principales jusqu'à Nguba ;

3. Sur le plan humanitaire et socio-politique :

- La fuite des compatriotes banyamulenge réfugiés au Rwanda estimés à plus ou moins 1200 personnes et d'autres sous la protection de la Monuc ;
- Les manifestations généralisées dans toutes les villes et Provinces de la RDCongo en solidarité aux compatriotes de la ville ;
- Le risque de marginalisation des Banyamulenge ;
- La famine qui s'installe conséquence des pillages orchestrés par les insurgés ;
- L'interpellation des autorités de la transition sur la façon de gérer les institutions ;
- La désapprobation par la population du rôle joué par la Monuc contrairement à son mandat de maintien de la paix et de la sécurisation de la personne et de ses biens et cela conformément au chapitre VII de la charte des Nations-Unies ;
- La tendance à la récupération des manifestations de la population au point de conduire à la neutralisation des institutions de la transition.

Recommandations :

- Exiger une enquête nationale et internationale par le Haut Commissariat des Nations-Unies pour les Droits de l'homme sur les violations graves des droits de l'homme dans la ville de Bukavu à l'instar de ce qui s'est passé en Côte d'Ivoire ;

- Solliciter de la communauté nationale et internationale une aide urgente humanitaire et économique en faveur de la population sinistrée de Bukavu pour une relance économique ;
- Solliciter pour l'Est et le nord-ouest du Congo de Bunia jusqu'à Kalemie la réduction à plus ou moins 15% des taxes douanières ;
- Renouveler la confiance à la Monuc dans son appui aux Institutions de la transition afin de conduire le pays vers les élections libres, transparentes et démocratiques ;
- Favoriser le dialogue avant tout recours à la force comme mode de règlement de conflits.

Le 10 juin 2004

Me J.C MIRINDI
Antenne LDGL/RDCongo
Bukavu